

Inhaltsverzeichnis

27.12.2015 Le Matin Dimanche	Qu'y a-t-il dans les tampons hygiéniques?	2
------------------------------	---	---

Seite 4lm7

Autor: Fabian Muhieddine

Suisse

Qu'y a-t-il dans les tampons hygiéniques?

Que contiennent les serviettes et les tampons hygiéniques? La question se pose depuis qu'une récente étude de l'Université La Plata, en Argentine, a révélé que 85% de ces produits contiennent du glyphosate, un herbicide commercialisé par Monsanto sous le nom de Roundup. Il est classé «probablement cancérigène» par l'OMS.

«Qu'en est-il en Suisse?» demande Valérie Piller Carrard, qui vient de déposer une interpellation au Conseil fédéral. La conseillère nationale (PS/FR) précise que la même question se pose pour les langes. Et d'évoquer d'autres études sur la présence de dioxine, un polluant organique persistant utilisé pour blanchir les produits. Il est clairement classé cancérigène par l'OMS.

Tout le problème, pour l'élue fribourgeoise, c'est que les principaux producteurs refusent de dévoiler la liste des composants qu'ils utilisent. «Or il s'agit de produits portés dans le corps, en contact direct avec des muqueuses, et cela pendant le cinquième de la vie d'une femme, argumente Valérie Piller Carrard. Ils méritent donc un statut spécifique, proche de celui des médicaments, qui obligerait les fabricants à fournir la liste des composants sur le paquet. » Pour l'instant, les serviettes et tampons hygiéniques sont considérés comme des objets usuels, avec un autocontrôle entre le fabricant, l'importateur et le distributeur.

Le débat sur plus de transparence sur les composants a aussi lieu dans d'autres pays européens. En France, c'est une étudiante de 19 ans, Mélanie Doerflinger, qui a soulevé le problème. Cette jeune femme a rencontré un succès considérable avec sa pétition en ligne, qui demande aux fabricants d'indiquer la composition de leurs produits sur les emballages. Elle a été soutenue à ce jour par près de 176 000 consommateurs.

«C'est un domaine qui touche à la sécurité, à la santé mais aussi à l'intimité, commente Mathieu Fleury, secrétaire général de la Fédération romande des consommateurs (FRC). Seule la tolérance zéro peut donc s'appliquer en la matière. » Pour la solution, Mathieu Fleury insiste sur le fait qu'une indication sur le paquet ne peut être que le premier pas, la preuve nécessaire pour combattre ensuite les produits. «Nous menons depuis une année une campagne contre le glyphosate et l'herbicide Roundup de Monsanto. Car il y a aussi tout le problème des résidus que les gens ingèrent dans l'alimentation. »

Dans un premier temps, le Conseil fédéral devra donc se prononcer sur la transparence pour les produits de protection. Mais, visiblement, le combat ne fait que commencer.